

Cycle de conférences sur les radicalités politiques

« Violences politiques en France : de 1986 à nos jours »

Isabelle Sommier

Lille, le 22 novembre 2021

Synthèse



Introduction

Le Centre de Ressources pour la prévention des Radicalités Sociales (CRPRS) a vocation à s'intéresser à différentes formes de radicalités. A travers ce nouveau cycle de conférences, le CRPRS propose de s'intéresser aux radicalités politiques et aux enjeux que cela représente au sein de la société.

La société semble en proie à une ultra polarisation avec des phénomènes de violences contestataires sur certains territoires (violences urbaines, Black Bloc, usage de la violence dans les manifestations, dégradations des lieux publics...). Même si ces violences ne sont pas nouvelles, leur intensité et leur médiatisation ne sont pas sans conséquences sur la vie en démocratie. Avec ce cycle de conférences, l'objectif est de fournir aux acteurs locaux de la région Hauts-de-France des clés de compréhension sur les mécanismes des violences politiques, leurs ressorts et in fine d'initier des réflexions sur les modalités de les prévenir.

C'est dans ce cadre que nous avons eu l'honneur d'accueillir Madame Sommier sur les Violences Politiques en France de 1986 à nos jours qui constitue la première conférence de ce cycle. Spécialiste des mouvements sociaux, Isabelle Sommier est professeure de sociologie politique à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et chercheuse au Centre Européen de sociologie et de science politique.

Isabelle Sommier a d'abord présenté les grandes lignes de la recherche publiée au printemps 2021 aux presses de Sciences Po, Violences Politiques en France. Jusqu'à ce travail, il n'y avait aucune base de données sur les faits de violence que notre pays a connus. A l'inverse des propos soit impressionnistes soit alarmistes sur une prétendue montée de la violence, le pari a été de proposer une analyse matérielle, historique et clinique à partir d'une base de

données inédite de 6000 épisodes de violence, de 1986 à nos jours, dans « 5 familles de mouvement » :

- Les idéologiques de droite et de gauche,
- Les indépendantistes,
- Les confessionnels,
- Les conflits du travail et hors travail (les « sociétaux », écologistes et animalistes).

Pourquoi débiter cette analyse à partir de 1986 ?

L'année 1986 a été retenue comme point de départ pour plusieurs raisons :

- Cette année est marquée par l'apogée des violences d'Action Directe avant démantèlement en février de l'année suivante, et par le début du terrorisme islamiste en France. Cette année 1986 voit en quelque sorte la fin d'une époque et le début d'une nouvelle, anticipant la fin du « deuxième âge du terrorisme », qui se clôt symboliquement avec l'effondrement du bloc soviétique en 1989 et l'ouverture du « troisième âge » marqué par les discours identitaires.
- C'est aussi l'année de l'apparition des coordinations dans la gestion de la contestation sociale : ces collectifs de grévistes, qui rassemblent des salariés syndiqués ou non, reléguant parfois au second plan les syndicats traditionnels et anticipant sur leur effacement relatif comme l'a montré avec éclat le mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019.
- C'est enfin l'année des mobilisations étudiantes contre la loi Devaquet au cours desquelles meurt un manifestant, Malik Oussekin. Cet événement occasionne l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire qui conduira à une évolution des techniques de police des foules, jusqu'au nouveau changement des dernières années, notamment la dissolution du corps des « voltigeurs » en moto responsables de sa mort. Le point est important car il faut toujours penser ensemble violence contestataire et violence d'État.

La méthodologie employée

La base a été alimentée à partir d'archives personnelles dont disposent les contributeurs de cette recherche, étant spécialistes de telle ou telle famille, un tiers des médias (via le moteur de

recherche Europresse et l'INA, la moitié des sources militantes (périodiques et sites militants) à condition évidemment de recouper les faits et de prendre la distance par rapport à leur qualification journalistique, et plus rarement hélas les archives policières et judiciaires (2%).

Une évolution de la violence militante non linéaire

Sur 30 ans, l'évolution de la violence militante est marquée par des pics, comme les années 1989-1990 en raison du regain de la violence corse ces années-là suite à la scission du Front de Libération Nationale Corse (FLNC) en deux branches qui s'affrontent et jouent la surenchère pour s'imposer auprès des militants et de l'Etat (les violences corses représentent en 1990 près de 61 % du total annuel du corpus). A l'inverse, les années 1997 et 1998 présentent le minimum de faits sur la période avant la remontée de la violence militante depuis 2014 et surtout 2016. Cela étant, même là, en nombre de faits, on ne retrouve pas le pic de 1990... Mais en nombre de victimes, et ce facteur est prioritaire pour les médias, l'opinion et les pouvoirs publics, le bilan de ces dernières années est plus lourd qu'avant. Les attentats de novembre 2015, avec 131 décès, représentent à eux seuls près du tiers du nombre total de morts enregistrés dans la base.

Le décalage entre notre perception des faits de violence et la réalité

Ces données permettent de relativiser partiellement l'idée d'une explosion massive de la violence militante depuis cinq ans. Cela montre également le décalage entre la perception et la réalité du phénomène, d'abord en raison du décalage entre le nombre de faits et leur létalité, mais aussi en raison du poids des images de la violence (relayées par les chaînes d'information en continu par exemple lors de la couverture des manifestations). On le voit, sur le premier point, dans la comparaison entre le nombre d'épisodes et celui des victimes.

En épisodes, les indépendantistes fournissent la moitié, les idéologiques le quart, les professionnels le dixième, les sociétaux un vingtième, les confessionnels seulement 6,7%. Mais c'est très différent si on regarde leurs victimes humaines : plus des trois quarts viennent des confessionnels,

islamistes en tête à l'exclusion de deux cas – 291. Très loin derrière viennent les indépendantistes avec 71 victimes, essentiellement dans des règlements de compte internes (soit 17%), puis les idéologiques (53 victimes dont 48 victimes de l'extrême droite, soit 13%).

Des dynamiques et spécificités propres à chaque mouvement violent

Les acteurs de violence ont radicalement changé. Certains sont repartis « en coulisses » (les indépendantistes) quand d'autres entraient en scène comme les animalistes. D'une manière générale, mais très marquée chez les idéologiques, les organisations structurées, partisans ou clandestines du XX^{ème} siècle se sont éclipsées au profit de collectifs nettement moins formels comme les autonomes. Il s'ensuit que les attentats, planifiés et à visée ou potentiel létal majeur, en particulier lorsqu'ils visent des personnes, ont été remplacés par des atteintes aux biens bien plus mineures. Celles-ci dépassent très largement (46,5% de l'ensemble des faits et même 86,3% si on y ajoute les attentats matériels réalisés, commis à 87% par les indépendantistes, et les obstructions) celles touchant les personnes (assassinats, affrontements, agressions, prises d'otages, séquestrations) qui en représentent 13,7%.

Les actes de violence ne se distribuent pas de la même façon selon les familles, on pourrait même parler d'une sorte de spécialisation de chacune. Ainsi, les idéologiques privilégient les dégradations (43% de leurs épisodes), les séparatistes les attentats (52%), les confessionnels se partagent entre obstructions (33%) et attentats (24%), les professionnels entre dégradations (39%) et obstructions (25%), les sociétaux sont résolument dans les atteintes aux biens avec 47% de dégradations et 33% de destructions. Aussi contribuent-ils très différemment à l'ensemble des événements recensés : 87% des attentats sont dus aux indépendantistes, les idéologiques contribuent à idéologiques, plus de moitié des obstructions sont dues aux professionnels et un tiers aux confessionnels.

L'ensemble témoigne de la singularité des violences djihadistes : dans leur létalité ; dans le modus

operandi et les armes utilisées (notamment sur les armes blanches et à feu) ; dans la rhétorique. En dehors d'eux, Isabelle Sommier nous propose trois points d'analyse.

Un regain dans la violence d'extrême droite

Le premier porte sur la menace d'extrême droite dont la virulence a été très sous-estimée jusqu'à une période récente. Elle emprunte des formes variées. La spécialité de ces collectifs ou individus, ce sont les agressions (les 2/3 d'entre elles leur sont imputables) commises par les identitaires, les skinheads et néonazis. Elles relèvent d'abord d'un mobile altérophobe (67,2% des cas), puis de la vengeance contre des militants adverses de gauche ou antiracistes (30,8%). Une autre cible de choix est constituée des dégradations de ce que nous avons appelé les « espaces sacrés », cimetières et lieux de culte. Leur spatialisation est opposée : les profanations de cimetières – pour beaucoup juifs – se concentrent dans l'est du pays, Alsace-Lorraine en tête, et sont surtout le fait des skinheads. Les dégradations de lieux de culte se remarquent surtout dans le sud, en particulier le Sud-Ouest contre, cette fois-ci, surtout les mosquées qui elles sont surtout visées par les identitaires.

Depuis 2015, ces activistes sont passés à un autre stade comme l'ont montré les deux attaques de mosquées en 2019, le 27 juin à Brest (deux blessés, l'attaquant se suicidant peu après) et le 28 octobre à Bayonne (deux blessés graves), et plus largement l'arrestation préventive de plusieurs groupes (OAS en 2017, Action des forces opérationnelles (AFO) en juin 2018, etc.) qui projetaient des attentats contre le Président de la République et surtout des musulmans. Pour ces militants, les attentats islamistes de 2015 ont sonné l'heure de la dernière bataille, ou d'une dernière phase de la guerre d'Algérie ; ils se vivent comme des résistants à une offensive mondiale de l'islamisme et se préparent à une guerre civile. Cette menace n'est pas du tout propre à la France, elle se vérifie et se développe de façon exponentielle partout, en particulier en Europe en Allemagne et en Grande Bretagne.

L'extrémisme de droite avait déjà inspiré les trois quarts des attentats perpétrés aux Etats-Unis de 2009 à 2018.

Les modes de justification de la violence

Le second point porte sur les rhétoriques de justification de la violence qui ont été saisies selon une double approche : quantitative afin d'observer qui revendique quoi et comment (42,16 % des épisodes sont revendiqués) ; qualitative, à partir de l'analyse lexicale d'un échantillon d'environ 80 revendications. Isabelle Sommier en a dégagé trois types :

- Pour paraphraser Sartre, *La violence, c'est les autres*, la sienne n'est que contre-violence ou légitime défense. Ce principe de base se retrouve par exemple chez les indépendantistes, qui présentent leur lutte comme une juste résistance à une occupation coloniale, chez les syndicalistes, les antifascistes.

- *La violence comme devoir moral* qui convoque Antigone comme figure première de la désobéissance tant elle symbolise jusqu'à l'ultime – son sacrifice – le refus moral contre une loi qu'elle juge inique. Comme elle, les individus relevant de ce troisième ensemble s'érigent non contre des autres incarnés, adversaires ou ennemis, mais contre Le Pouvoir auquel ils disent non ; ils sont d'abord animés d'un sentiment de colère, comme par exemple chez SOS Tout-petits ou les Faucheurs volontaires.

- *La guerre est déclarée*. Ici, la rhétorique guerrière est adossée d'une part à un registre émotionnel particulièrement voire intégralement dysphorique, d'autre part à une dépréciation de la victime, au mieux insultée, au pire chosifiée ou niée car sortie de l'humanité chez les islamistes, enfin à une vision apocalyptique opposant les forces du bien et du mal. On la trouve à la droite radicale mais aussi chez les animalistes.

La menace, suivie de la dénonciation, sont les émotions les plus présentes du corpus, et plus largement les émotions dysphoriques. Elles sont exclusives dans la rhétorique guerrière, tandis que les deux autres y ajoutent des émotions positives telles que l'espoir et la fierté, voire la joie et le

plaisir dans la mouvance autonome (au sens large) des idéologiques et des sociétaux. Par rapport aux analyses classiques de la violence politique, deux nouveautés sont notables : certains actes de violence ferment aujourd'hui toute perspective de négociation avec la cible, qu'il s'agit simplement de nier ou de néantiser – typiquement, le djihadisme. D'autres, à la gauche radicale, assument une dimension essentiellement subjective voire ludique.

Des violences en cours de relégitimation

Enfin, le dernier point relève d'un processus de relégitimation en cours de la violence sur le registre de la « légitime défense » ou de l'autodéfense dans le cadre des violences sociales : Gilets jaunes et conflits du travail du monde salarié où 43% des violences ont eu lieu sur la période 2009-2014 marquée par la réforme des retraites, des délocalisations (Conti 2009, Air France 2015), et la Loi Travail. La moitié sont concentrées dans 3 secteurs marqués par un déclin rapide d'activité dans un territoire de mono-activité (sidérurgie,

métallurgie, mines) où elles sont une sorte de « négociation collective par l'émeute » (Eric Hobsbawm).

Elles reflètent un sentiment d'impuissance, de mépris social et de désespérance des invisibles ou des inaudibles de la « France des tempêtes » (Emmanuel Todd) que l'on a retrouvé de façon exacerbée dans le mouvement des Gilets Jaunes avec la croissance d'un phénomène datant au moins de 2016 : la dynamique émeutière des manifestations qui illustre un processus de désinstitutionalisation du conflit et s'explique également par une transformation de la police des foules, devenue plus brutale¹, et une judiciarisation des mouvements sociaux.

Elles posent, pour l'avenir, la question du passage d'une violence sociale à une violence politique : cette frustration ou cette rage aura-t-elle une traduction politique au-delà du geste individuel, soit par les urnes soit par la violence ?

¹ Olivier Fillieule et Fabien Jobard, *Politiques du désordre. Police et manifestations en France*, Paris, Seuil, 2020